

Synthèse

La région du Moyen-Orient et de l'Asie centrale vit actuellement une véritable transformation économique, sous l'impulsion d'une croissance rapide de son PIB qui devrait être supérieure à celle de l'économie mondiale pour la huitième année consécutive. Soutenue par des prix toujours élevés sur les marchés du pétrole et des produits de base non pétroliers, et malgré la montée des incertitudes sur les marchés financiers internationaux, la croissance de la région resterait en effet de l'ordre de 6 à 7 % en 2008, d'après les prévisions. Les perspectives sont bonnes dans l'ensemble de la région, particulièrement dans le Caucase et l'Asie centrale où pour la quatrième année consécutive les prévisions tablent sur un rythme de croissance à deux chiffres (+11 %). Le chômage demeure cependant une préoccupation importante, surtout dans les pays du Maghreb¹, où une croissance plus modérée, de l'ordre de 5 à 6 %, est attendue.

Mais l'inflation est en hausse dans de nombreux pays. Alimentée par une forte croissance de la demande, des apports massifs de capitaux extérieurs et des politiques monétaires généralement accommodantes, l'inflation se situe maintenant entre 8 et 9 % en moyenne dans la région. La hausse a été particulièrement marquée dans les pays exportateurs de pétrole, où l'inflation a atteint près de 10 % en 2007, contre 7 % en 2006. Avec des taux de change fixes ou fortement encadrés, la hausse de l'inflation se traduit par une appréciation sensible du taux de change réel, dans beaucoup de pays, comme il était à prévoir avec l'augmentation des prix du pétrole. Aucune réorientation majeure de la politique n'étant envisagée, l'inflation ne devrait que légèrement se tasser en 2008.

Compte tenu de l'augmentation des dépenses dans les pays producteurs de pétrole, l'épargne a baissé dans l'ensemble de la région. La forte hausse des importations de biens d'équipement et de consommation a fait tomber l'excédent courant des pays exportateurs de pétrole de 21 % du PIB en 2006 à environ 17 %, bien que les prix du pétrole se maintiennent à des niveaux records. Le secteur public et le secteur privé ont tous deux contribué à cette évolution. Dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe², il est prévu de réaliser au moins 800 milliards de dollars d'investissements au cours des cinq prochaines années, avec plusieurs projets de grande envergure dans les secteurs du pétrole et du gaz (financés en grande partie par des compagnies pétrolières nationales), de l'infrastructure (principalement dans le cadre de partenariats public-privé) et de l'immobilier (pour la plupart dus à l'initiative du secteur privé).

Cependant, les gouvernements des pays exportateurs de pétrole, qui reçoivent une bonne part de la manne pétrolière, continuent de gérer leurs ressources avec prudence et dégagent de confortables excédents budgétaires, à peine inférieurs aux records enregistrés en 2005-06. D'après les prévisions, ils épargneraient ainsi environ 42 % de leurs recettes budgétaires tirées du pétrole en 2007-08, contre environ 45 % en 2005-06.

Jusqu'à présent, les marchés de capitaux de la région ont été largement épargnés par les perturbations qui ont agité récemment les marchés du crédit dans le monde. Après la forte correction enregistrée par les marchés boursiers en 2006, la plupart des marchés se sont stabilisés, voire ont effacé une partie des pertes enregistrées. Les introductions en Bourse sont moins nombreuses, mais les émissions de sukuk (obligations islamiques) progressent. Des signes de tension sont néanmoins apparus, comme en témoignent une contraction des liquidités et une hausse des primes de risque sur les émissions des banques qui ont fortement emprunté à l'étranger, notamment au Kazakhstan.

Les perspectives restent positives, mais les risques liés à la conjoncture internationale se sont intensifiés. Le resserrement du crédit, s'il se poursuit, pourrait mettre un brusque coup de frein à la croissance des pays développés, qui aurait de sérieuses retombées dans les autres régions du monde. Une nouvelle hausse des prix du pétrole ou des denrées alimentaires aggraverait les tensions inflationnistes et poserait un dilemme aux dirigeants soucieux d'empêcher un ralentissement de l'activité. Un tel scénario constituerait un test pour l'économie régionale, dont la résilience a été renforcée ces dernières années par des politiques macroéconomiques judicieuses, un accroissement considérable des réserves officielles et d'autres actifs étrangers, ainsi qu'une baisse de l'endettement.

Dans ce contexte plus incertain, la région doit relever plusieurs défis de taille pour entretenir l'élan du processus de transformation et faire reculer plus rapidement la pauvreté et le chômage. Elle doit en particulier parvenir à gérer d'importants afflux de devises, fortifier la soutenabilité budgétaire et des comptes extérieurs dans certains pays, développer le secteur financier et promouvoir la diversification de l'activité économique, en créant surtout des conditions propices au développement d'un secteur privé dynamique.

Ces dernières années, les entrées de devises, d'une ampleur sans précédent, ont contribué de façon décisive à l'amélioration rapide des résultats dans la région. Toute la difficulté consiste maintenant à entretenir ce progrès tout en limitant l'inflation dont il s'est accompagné. Les pays exportateurs de pétrole doivent aller de l'avant avec leurs projets de dépense. Ces derniers sont largement compatibles avec leurs moyens financiers tout en leur permettant d'accumuler des moyens de défense – sous la forme d'excédents extérieurs nets – contre d'éventuels chocs exogènes, y compris une baisse des prix du pétrole. Avec un taux de change fixe dans la plupart de ces pays, l'ouverture et la flexibilité des marchés du travail et des biens, et l'augmentation de la capacité d'absorption sont sans doute le meilleur moyen de contenir l'inflation. Pour les autres pays, une plus grande rigueur budgétaire et, là où le taux de change n'est pas fixe, une moindre résistance à une appréciation nominale de la monnaie seraient des options utiles.

Dans un petit nombre de pays, la soutenabilité budgétaire et des comptes extérieurs demeure un objectif difficile à atteindre à moyen terme. Pour eux, ainsi que pour les exportateurs de pétrole qui voient leurs recettes décliner, la réforme des finances publiques est une priorité. Des efforts pour élargir l'assiette fiscale et améliorer l'administration fiscale, doublés d'une modération des dépenses et de la suppression des subventions, permettront d'amorcer une décrue de l'endettement tout en laissant davantage de marge pour les dépenses publiques consacrées à la lutte contre la pauvreté.

La réforme du secteur financier est une priorité pour tous les pays de la région. Elle prendra des formes différentes dans chacun d'eux, mais partout il faudra prévoir des mesures pour renforcer la solidité des banques, promouvoir la concurrence et approfondir les marchés financiers.

La diversification de l'activité économique est particulièrement importante pour les pays dont les réserves de pétrole diminuent rapidement ainsi que pour ceux qui sont vulnérables aux fluctuations des cours des produits de base. C'est un objectif qui exige de faire avancer les réformes structurelles dans de nombreux domaines en vue d'améliorer le climat des affaires, de stimuler la productivité en dehors du secteur des produits de base et de dynamiser le secteur privé. L'environnement macroéconomique actuel offre un cadre particulièrement propice pour apporter des solutions à ces divers problèmes.

¹ Les pays du Maghreb comprennent l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie.

² Les pays membres du Conseil de coopération du Golfe sont l'Arabie saoudite, le Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar.